

# Women in Exile & Friends



Flüchtlingsfrauen werden laut.

## Campaign Newsletter #13



Mars 2018

### Inhalt

### Sommaire

Réfugié(e)s et politiques	1
Geflüchtete und Politik	2
Les femmes contre le racisme	3
Frauen* gegen Rassismus	4
« Justice reproductive » – aussi pour les réfugiées !	5
„Reproduktive Gerechtigkeit“ – auch für Flüchtlingsfrauen!	6
620 euros pour 6m <sup>2</sup> ?	7
620 Euro für 6m <sup>2</sup> ?	8

### Réfugié(e)s et politiques

Beaucoup d'embûches ont entravé notre travail, parce que les lois gouvernementales qui concernent les réfugié(e)s sont de plus en plus dures. L'enjeu des réfugié(e)s dépend des moyens de négociations de la formation du gouvernement allemand. Pendant les 6 derniers mois, nous avons pu observer les tentatives de former un nouveau gouvernement, la problématique des réfugié(e)s étant au centres des priorités. Les acteurs politiques utilisent des politiques de droite dures et, bien sûr, cela joue en faveur de l'extrême droite et fait monter son populisme dans la société.

Comme les lois concernant les réfugié(e)s sont devenues plus strictes, la vague de haine contre les réfugié(e)s et les migrant(e)s s'est accrue. Au vue de cas particuliers comme celui de Cottbus (voir l'article « Les femmes contre le racisme »), il est grand temps pour le gouvernement et la société dans son ensemble de bien réfléchir à cette problématique et de commencer à chercher les raisons qui poussent tant de personnes à fuir leur pays. Quels sont les rôles de ces pays dits « développés » et européens dans l'économie et la politique des pays d'origine de ces personnes qui arrivent ici en tant que « réfugié(e)s » ?

Au niveau local pour cette année 2018, nous avons l'intention de continuer nos visites régulières dans les camps, d'aider les femmes à se responsabiliser et se battre pour leurs droits en tant que femme qui vit dans cette société. Notre campagne « pas de camp pour les femmes – abolissez tous les camps » est encore à l'ordre du jour et d'actualité.

Lire la suite dans la page suivante...

L'an dernier nous avons commencé une campagne sur « le droit de santé pour les femmes réfugiées », ce qui signifie ouvrir publiquement la problématique de la santé chez les femmes réfugiées. Nous avons réalisé que les femmes réfugiées manquent de bonne couverture santé et qu'elles sont désavantagées et discriminées lors des soins à cause du racisme dans le domaine de la santé. De nombreuses femmes réfugiées ayant des problèmes gynécologiques sont traumatisées et, dans la plupart des cas, elles n'ont pas d'informations pour les aider à gérer ces problèmes.

Au niveau national, notre but est de faire une action estivale et continuer sur le sujet des « **femmes qui brisent les frontières** ». Notre objectif est d'atteindre les femmes réfugiées et les femmes qui travaillent avec les réfugiées dans les différents états allemands et d'étendre notre déjà existant réseau national à l'aide d'une caravane (**bus, marches, train et vélos**). Cela implique la responsabilisation des réfugiées pour améliorer leurs conditions de vie difficiles et de développer des perspectives pour se battre pour leurs droits dans les procédures d'asile, et qu'elles se défendent elles-même contre les violences sexuelles, les discriminations et les exclusions.

Le but de *Women in Exile* est de continuer de se battre contre le racisme, l'isolation, l'exclusion, pour l'abolition de toutes les lois discriminantes, pour la justice et une société avec l'égalité des droits pour tou(te)s. **Droit de venir !! Droit de partir !! Droit de rester !!**



## Geflüchtete und Politik

Durch ständig verschärfte Asylgesetze wird unsere Arbeit immer weiter erschwert und vor Herausforderungen gestellt. Das Flüchtlingsthema ist zur Verhandlungsmasse bei Deutschlands Regierungsbildung geworden. Während der letzten sechs Monate beobachteten wir, wie bei den Versuchen, eine neue Regierung aufzustellen, das Flüchtlingsthema an erster Stelle stand. Die Akteur\_innen bedienen sich an Argumenten rechter Hardliner und geraten dadurch genau in die Falle der Rechten, so dass der rechte Populismus gesellschaftlich noch zunimmt.

Während die Asylgesetze verschärft werden, steigt auch die Welle von Hassverbrechen gegen Geflüchtete und Migrant\_innen an. In speziellen Fällen wie Cottbus (siehe Artikel „Frauen\* gegen Rassismus“), aber auch generell ist es höchste Zeit für Politik und Gesellschaft, diese Themen zu reflektieren und anzufangen, sich mit den Gründen, aus denen Menschen aus ihren Ländern flüchten, zu beschäftigen. Welche Rolle spielen die sogenannten „entwickelten“ und europäischen Länder in Wirtschaft und Politik der Herkunftsländer von Menschen, die als „Flüchtlinge“ hier ankommen?

Dieses Jahr, 2018, werden wir auf lokaler Ebene mit unseren regelmäßigen Lagerbesuchen fortfahren, Frauen\* empowern, für ihre Rechte als Frauen\*, die in dieser Gesellschaft leben, zu kämpfen. Unsere Kampagne „Keine Lager für Frauen – Alle Lager abschaffen“ ist weiterhin aktuell. Letztes Jahr haben wir dazu eine Kampagne zum „Recht auf Gesundheit für Flüchtlingsfrauen“ gestartet, mittels der wir Gesundheitsprobleme von geflüchteten Frauen\* in die Öffentlichkeit bringen. Wir haben festgestellt, dass geflüchtete Frauen\* wegen mangelndem Versicherungsschutz und Rassismus im Gesundheitsbereich benachteiligt, diskriminiert und oft nicht angemessen behandelt werden. Viele Flüchtlingsfrauen\* mit gynäkologischen Problemen sind traumatisiert und haben oft keine Informationen, wie sie mit den Problemen umgehen können.

Auf bundesweiter Ebene planen wir eine Sommeraktion und bleiben am Thema „**Women\* Breaking Borders**“ dran. Dabei wollen wir viele Flüchtlingsfrauen\* und Frauen\*, die mit geflüchteten Frauen zusammenarbeiten, in verschiedenen Bundesländern erreichen und unsere bereits bestehenden Netzwerke durch eine Art Karawane vertiefen (**Bus, Laufen, Zug und Radfahren**). Es geht uns darum, uns selbst zu empowern, unsere eh schon schwierige Lebenssituation zu verbessern, Perspektiven für den Kampf um unsere Rechte im Asylverfahren zu entwickeln und uns selbst gegen sexualisierte Gewalt, Diskriminierung und Ausgrenzung zu verteidigen.

Das Ziel von *Women in Exile* ist und bleibt, gegen Rassismus, Isolation und Ausgrenzung zu kämpfen, für die Abschaffung aller diskriminierender Gesetze, für Gerechtigkeit und eine Gesellschaft mit gleichen Rechten für alle. **Für das Recht zu kommen, zu gehen und zu BLEIBEN!!!**

## Les femmes contre le racisme

Pour célébrer la semaine internationale de la femme, nous allons manifester à **Cottbus le 10/03/2018**.

### Pourquoi Cottbus ?

Comme chacun sait, récemment l'extrême droite a attaqué de manière offensive et manifesté contre les réfugié(e)s à Cottbus. Ce n'est pas une exception, en particulier dans le Brandebourg (*Brandenburg*), où les réfugié(e)s sont attaqué(e)s tous les jours par des néonazis ; mais cela change tout, lorsque le ministre intérieur du Brandebourg Schröter et la municipalité de Cottbus se mettent d'accord pour dire que plus aucun(e) réfugié(e) ne sera accueilli(e) à Cottbus.

D'un côté, cela signifie que plus de réfugié(e)s devront rester dans le principal centre d'accueil (*Erstaufnahmелager*) à Eisenhüttenstadt, et d'un autre côté, cela pourrait être pris comme exemple pour les autres villes du Brandebourg. Plutôt que se positionner contre les attaques racistes et participer aux manifestations, lesquelles ont secoué la ville ce dernier mois, ils ont préféré prendre le parti des voix racistes qui blâment les réfugié(e)s et les migrant(e)s.

### Une ville saisie par la peur

A Cottbus, les femmes et enfants réfugié(e)s craignent d'être obligé(e)s de quitter leur logement à cause d'agressions verbales et physiques. Les mères réfugiées craignent que leurs adolescent(e)s ne se fassent renvoyer à cause de conflits avec des adolescent(e)s racistes. Parce qu'à la fin, ce sont les adolescent(e)s réfugié(e)s qui seront présenté(e)s comme les agresseur(e)s.

Les noms sur les boîtes aux lettres qui correspondent aux appartements où logent les réfugié(e)s et migrant(e)s sont taggués, ce qui fait que les services postaux ne peuvent plus les trouver. Il est donc difficile pour eux de récupérer leur courrier. Les enfants qui vont dans des écoles publiques sont ouvertement isolé(e)s et discriminé(e)s. Ils sont envoyé(e)s dans des classes à part, ce qui pousse automatiquement à se poser la question de ce qu'est devenue la « politique d'intégration ». C'est vraiment dommage que la pression soit faite sur les réfugié(e)s

et en particulier sur les femmes réfugiées qui ont peur de parler.

### Ne suis-je pas une femme ?

Le même jour (**le 10/03**) que notre manifestation à Cottbus, un groupe de femmes qui prétend se battre pour les femmes avec le slogan : « La liberté de la **femme** n'est pas négociable », viendra vendre sa propagande. De quelles femmes parlent-elles ? Celles, à Cottbus, dont les enfants sont isolé(e)s à l'école et qui ne peuvent pas marcher librement dans les rues puisqu'elles se font insultées parce qu'elles ont choisi de porter le voile en signe de respect à leur culture et leur religion ?

Nous avons pu observer, lors de l'incident du nouvel an 2015 à Cologne (Köln), toute la communauté de réfugié(e)s nord-africain(e)s criminalisée et le gouvernement faire appel à des déportations en masse de réfugié(e)s venant de l'Afrique du Nord. Des actes de violence de la part de certain(e)s individu(e)s venant de la communauté afghane ont mené toute la communauté afghane à être vue comme criminelle. Cela a été récemment utilisé comme excuse pour justifier des déportations d'Afghan(e)s en masse, en ignorant le rôle de l'Allemagne en Afghanistan. Les communautés de réfugié(e)s reçoivent beaucoup l'attention des médias si et quand cela leur porte préjudice mais moins, voire pas du tout, lorsque l'agression est dirigée contre eux.

Nous le voyons comme un élément déclencheur qui entraîne la société en général à préjuger les réfugié(e)s d'un côté, et de l'autre comme une stratégie gouvernementale afin de légitimer des déportations en masse de réfugié(e)s.

**Qu'allez-vous dire à vos enfants s'ils se font agresser et insulter tous les jours dans les rues ?**

**FAITES DU BRUIT contre le racisme, l'extrême droite et les violences racistes !**



## Frauen\* gegen Rassismus

Anlässlich der internationalen Frauen\*woche demonstrieren wir am **10.03.2018 in Cottbus** (Muskauer Platz, 11:00 Uhr).

### Warum Cottbus?

Es ist allgemein bekannt, dass Rechte in letzter Zeit aktiv Flüchtlinge in Cottbus angreifen und gegen sie demonstrieren. Dies ist keine Ausnahme, vor allem in Brandenburg, wo Flüchtlinge täglich von Neonazis angegriffen werden. Das Spiel änderte sich allerdings, als der brandenburgische Innenminister Schröter und die Stadt Cottbus beschlossen, dass keine Flüchtlinge mehr nach Cottbus verlegt werden.

Das bedeutet einerseits, dass mehr Geflüchtete im Erstaufnahmelaager in Eisenhüttenstadt bleiben müssen, und andererseits, dass dies eine Vorlage für andere Städte in Brandenburg sein könnte. Anstatt sich gegen die rassistischen Angriffe und Demonstrationen zu positionieren, die die Stadt seit Monaten erschüttern, reihen sie sich somit in den Chor rassistischer Stimmen ein, die die Schuld auf Flüchtlinge und Migrant\*innen schieben.

### Eine Stadt in Angst

In Cottbus haben geflüchtete Frauen\* und Kinder aufgrund verbaler und physischer Angriffe Angst, ihre Wohnungen zu verlassen. Geflüchtete Mütter haben Angst, ihre jugendlichen Kinder rausgehen zu lassen, weil sie in Konflikt mit rassistischen Teenagern kommen könnten. Und am Ende werden dann die geflüchteten Jugendlichen als Täter\*innen dargestellt.

Klingelschilder von Geflüchteten und Migrant\*innen werden übersprayed, sodass die Namen für Briefträger\*innen unkenntlich sind und kaum noch Post ankommt. Kinder werden in öffentlichen Schulen offen segregiert und diskriminiert. Sie bekommen spezielle Klassenräume und man muss sich fragen, was mit sogenannten „Integrationskonzepten“ passiert ist. Es ist sehr schade, dass der Druck auf Flüchtlinge und insbesondere auf Flüchtlingsfrauen\* so hoch ist, dass sie Angst haben, die Stimme zu erheben.

### Ain't I a Woman?

Am selben Tag wie unsere Demo (**10.03.**) wird eine Gruppe von Frauen durch die Stadt ziehen, die

vorgibt, unter dem Motto „Die Freiheit der Frau ist nicht verhandelbar“ für Frauenrechte zu kämpfen, und ihre Propaganda in Cottbus streuen. Welche „Frauen“ meinen sie? Die, deren Kinder in cottbuser Schulen ausgegrenzt und die nicht einfach durch die Straßen laufen können, weil sie beschimpft werden, wenn sie sich dazu entschieden haben, als Zeichen des Respekts für Kultur und Religion ein Kopftuch zu tragen?

2015 haben wir nach der Silvesternacht von Köln erlebt, wie die ganze nordafrikanische Community kriminalisiert wurde und die Regierung Massenabschiebungen nach Nordafrika forderte. Gewaltvolle Zwischenfälle mit einigen wenigen Beteiligten aus der afghanischen Community führten ein Jahr danach dazu, das Bild des „kriminellen Afghanen“ zu kreieren. Dies wurde dann später benutzt, um Massenabschiebungen von Afghan\*innen zu legitimieren und die Rolle, die Deutschland in Afghanistan spielt, zu ignorieren. Geflüchtete (Gruppen) bekommen sehr viel mediale Aufmerksamkeit, wenn von ihnen Probleme ausgehen, allerdings kaum oder keine Aufmerksamkeit, wenn sich die Aggression gegen die Flüchtlinge richtet.

Wir sehen hier einen Katalysator, der die Gesellschaft dazu verleitet, Geflüchtete per se vorzuverurteilen und gleichzeitig von der Regierung als Strategie der Legitimierung von Massenabschiebungen genutzt wird.

**Was erzählst DU Deinen Kindern, wenn sie täglich auf der Straße angegriffen und beleidigt werden?**

**WERDET LAUT gegen Rassismus, rechte und rassistische Gewalt!**



## « Justice reproductive » – aussi pour les réfugiées !

Certaines membres de notre groupe ont eu la possibilité de participer à un atelier (workshop) sur la « justice reproductive » avec la professeure Anne Hendrixon des États-Unis. Le concept de « justice reproductive » a été développé par le mouvement des femmes noires aux États-Unis. Alors que les cercles gauchistes allemands discutent sur le droit d'avorter ou non, la justice reproductive, elle, se penche sur le droit d'avoir des enfants ou non, tout autant que sur la question des conditions qui poussent les gens à se décider à l'un ou l'autre.

Par exemple, l'extrême droite allemande montante d'aujourd'hui défend de manière très claire une politique de population – et propose même de combattre la migration avec le contrôle des naissances dans tous les pays du sud ou bien d'appeler les femmes d'origine allemande à faire plus d'enfant. De bien des façons, ce programme peut être relié aux politiques nationales et mondiales qui sont déjà mises en place et contre lesquelles, jusqu'à aujourd'hui, il n'existe pas de contre-stratégies.

Les programmes de développement dans les pays du sud mettent l'accent sur les taux de natalité qui diminuent, en particulier dans les milieux ruraux et parmi les groupes sociaux désavantagés. Les méthodes contraceptives de longue durée (comme les implants hormonaux) sont employées à cette fin dans le contexte de la relation public/privé avec l'industrie pharmaceutique.

En Allemagne, l'objectif officiel de la politique de la famille est d'aider à satisfaire les personnes qui désirent avoir des enfants. Mais cela n'est pas destiné à tout le monde : les personnes qui ont des enfants mais qui ne sont pas conformes à l'image de la norme de la famille allemande de classe moyenne, reçoivent moins d'aides de l'état ou encore sont discriminées : Les bénéficiaires de la sécurité sociale (« Hartz IV ») ne reçoivent pas l'argent des parents (« Elterngeld »), les réunions de famille ne sont pas accordées, ou encore les enfants sans statut de permis de résidence ne reçoivent pas de place dans les crèches. La situation est particulièrement grave pour les femmes

réfugiées. Dans notre dernière newsletter, nous avons déjà pointé du doigt les problèmes des implants hormonaux avec une date d'expiration que les femmes achètent pour éviter les grossesses non désirées dues à des viols qu'elles subissent pendant leur dangereux voyage vers l'Europe.

Dans les camps isolés en Allemagne, il n'y a quasiment pas d'informations accessibles pour les femmes réfugiées enceintes ou en interruption de grossesse. Alors, elles sont dépendantes des conseils arbitraires donnés par les médecins, assistant(e)s sociaux/ales et, surtout, les conseils donnés par la chrétienté. En conséquence de ces conditions, on trouve, dans les camps de réfugié(e)s en Allemagne, beaucoup de femmes qui optent pour ne pas avoir d'enfants dans ces circonstances. Et, quand bien même elles tomberaient enceintes, elles seront accusées « d'essayer d'obtenir un permis de résidence en fraudant ».

Après avoir enduré une grossesse et une naissance, la situation n'en est pas meilleure : Comment, après avoir accouché, devoir partager une chambre au quatrième étage avec trois autres personnes, alors que les toilettes et douches se trouvent à la cave ? Les femmes dénoncent devoir laisser leurs nouveaux nés seuls dans la chambre, de manière à pouvoir préparer à manger dans les cuisines sales et partagées à 50 mètres de leurs chambres.

Heureusement, en tant que femmes réfugiées et amies, nous avons déjà fait preuve de beaucoup de solidarité entre nous, permettant à qui veut d'avoir des enfants. Et finalement, une nouvelle vie crée toujours un nouvel espoir – un acte de rébellion contre un système méprisant qui dénigre notre dignité !



## „Reproduktive Gerechtigkeit“ – auch für Flüchtlingsfrauen!

Einige aus unserer Gruppe hatten die Möglichkeit, an einem Workshop zum Thema „Reproductive Justice“ mit Professorin Anne Hendrixen aus den USA teilzunehmen. Das Konzept der „Reproduktiven Gerechtigkeit“ kommt aus der Schwarzen Frauenbewegung in den USA. Während sich in linken deutschen Kreisen bei dem Thema oft alles nur um das Recht auf Abtreibung dreht, geht es bei „Reproduktiver Gerechtigkeit“ um das Recht, Kinder zu bekommen oder eben nicht, sowie die Frage nach den Bedingungen, unter denen Menschen sich dafür oder dagegen entscheiden.

Zum Beispiel ruft die stärker gewordene Rechte in Deutschland heute offensiv zur Bevölkerungspolitik auf – sei es, dass Migration durch Geburtenkontrolle im Globalen Süden bekämpft werden soll oder dass Frauen mit deutscher Herkunft aufgerufen werden, mehr Kinder zu bekommen. In vieler Hinsicht können diese Forderungen an eine nationale und globale Politik anschließen, die längst Realität ist, aber gegen die es derzeit kaum Gegenstrategien gibt.

Entwicklungspolitische Programme im Globalen Süden zielen darauf ab, Geburtenraten besonders in ländlichen Regionen und unter sozial benachteiligten Gruppen zu senken. Neue Langzeitverhütungsmethoden – wie etwa Hormonimplantate – kommen dafür in Public-private-Partnerships mit der Pharmaindustrie zum Einsatz.

In Deutschland ist es erklärtes Ziel von Familienpolitik, Kinderwünsche verwirklichen zu helfen. Aber das trifft nicht für alle zu: Leute mit Kindern, die nicht dem Normbild der deutschen Mittelschichtsfamilie entsprechen, erfahren weniger staatliche Unterstützung oder werden diskriminiert, sei es dass Hartz-IV-Empfänger\*innen kein Elterngeld bekommen, sei es dass keine Familienzusammenführung genehmigt wird oder dass Kinder ohne Aufenthaltsstatus keinen Kitaplatz erhalten.

Für Flüchtlingsfrauen\* ist die Situation besonders gravierend. In unserem letzten Newsletter haben wir bereits auf die Problematik von Hormonimplantaten mit begrenzter Haltbarkeit, die Frauen

sich wegen des hohen Risikos ungewollter Schwangerschaft durch Vergewaltigung auf der Fluchtroute nach Europa einsetzen lassen, hingewiesen. Zum Thema Schwangerschaft und Schwangerschaftsabbruch gibt es quasi keine zugänglichen Informationen in den isolierten Lagern und dadurch eine große Abhängigkeit von willkürlicher Beratung durch Ärzt\*innen, Sozialarbeiter\*innen und besonders christliche Beratungsstellen. Viele Frauen\* entscheiden sich aufgrund der Bedingungen, die sie in den Lagern in Deutschland vorfinden, dagegen, Kinder zu bekommen und tun sie es doch, wird ihnen vorgeworfen, es ginge nur um „Aufenthaltserschleichung“.

Sind Schwangerschaft und Geburt überstanden, wird es nicht besser: Wie während des Wochenbetts im vierten Stock ein Zimmer mit 3 anderen Personen teilen während die Duschen und Toiletten sich im Keller befinden? Flüchtlingsfrauen\* berichten immer wieder davon, wie sie ihre Neugeborenen allein im Zimmer zurücklassen müssen, um in der 50 m entfernten und dreckigen Küche Essen zuzubereiten.

Glücklicherweise erleben wir als geflüchtete Frauen\* und Freundinnen untereinander eine große Solidarität, die denen, die Kinder bekommen möchten, dies ermöglicht. Und letztlich entsteht mit neuem Leben immer neue Hoffnung – ein Akt der Rebellion gegen ein menschenverachtendes System, das uns unsere Menschenwürde abspricht!



## 620 euros pour 6m<sup>2</sup> ?

Saviez-vous que l'intégration reste un mythe pour la plupart des réfugié(e)s ? Et cela parce que les réfugié(e)s vivent dans des camps écartés, ont des cours de langue dans une pièce du même immeuble et travaillent dans le même camp seulement pour 80 centimes. Ce n'est pas seulement l'opposé de l'intégration, mais c'est aussi du terrorisme psychologique sur les réfugié(e)s.

La plupart des réfugié(e)s veulent être indépendant(e)s et payer leurs factures mais cela leur est rendu difficile par la lutte à mener pour obtenir un emploi ou un permis de travail. Cela est dû à la durée limitée et courte de leurs permis de séjour dans le pays. Cependant, le peu de personnes qui parviennent à obtenir un travail, sont supposé(e)s rester dans le camp et payer une somme exorbitante pour quelques mètres carrés dans une chambre commune.

Ces sommes sont toujours injustes et peu claires puisqu'elles diffèrent d'une personne à l'autre selon le revenu mensuel. Pour certain(e)s le loyer varie de 300 à 600 euros dans la même chambre. Certain(e)s réfugié(e)s, qui travaillent et ont un permis de résidence, doivent payer 620 euros de loyer par mois pour 6m<sup>2</sup> dans une chambre commune. A Oberhavel, Ostprignitz-Ruppin, Cottbus et Potsdam, certain(e)s doivent payer 28 euros par jour pour ne pas perdre leur logement et leur adresse officielle.

Même s'ils / elles veulent quitter le « Heim », c'est souvent impossible à cause du manque d'appartements abordables en général, et du racisme et de la discrimination envers les réfugié(e)s en particulier. Bien entendu, les responsables politiques et l'administration sont au courant. De nombreux accords avec les entreprises qui dirigent les camps vont s'arrêter dans quelques années, mais en même temps de moins de moins de réfugié(e)s arrivent en Allemagne à cause des politiques frontalières européennes. On voit que les villes et les régions semblent utiliser les réfugié(e)s pour remplir leur caisses.

En ignorant totalement les guerres à travers le monde et les crises qu'il ne cesse d'avoir depuis 2011, le gouvernement allemand n'a pas anticipé qu'il était certain que de nombreux réfugié(e)s

arriveront en Europe. En 2015, ils/ elles se sont dépêchés de créer de nouveaux camps, des pré-fabriqués et des chapiteaux, en oubliant de commencer à construire des maisons abordables pour les réfugié(e)s, tout comme pour leurs citoyens qui souffrent aussi de l'inflation des prix sur le marché de l'habitat. En conséquence de cet échec de 2015, les entreprises qui font les camps et les administrations locales font payer les réfugié(e)s aujourd'hui.

**Nous demandons une vie dans la dignité pour chacun d'entre nous !**

Nous refusons d'être des marionnettes dans vos sales camps de business, lesquels sont une part de profit pour vous, c'est une de vos astuces pour veiller à notre isolation de la société et ainsi pouvoir nous déporter facilement sans aucun prétexte.

Comme nous le soulignons depuis 15 ans, les conditions dans les camps sont particulièrement insupportables pour les femmes et les enfants. Par conséquent, nous continuons de mettre l'accent sur notre requête : **« Pas de camp pour les femmes et les enfants – Abolition de tous les camps ! »**



## 620 Euro für 6m<sup>2</sup>?

Wussten Sie, dass „Integration“ für die meisten Flüchtlinge ein reiner Mythos bleibt? Das liegt daran, dass Geflüchtete in abgeschiedenen Lagern wohnen, Deutschkurse im selben Haus besuchen und im selben „Heim“ für nur 80 Cent die Stunde arbeiten. Das ist nicht nur das Gegenteil von Integration, sondern eine Form von Psychoterror für die Flüchtlinge.

Die meisten Geflüchteten wollen unabhängig sein und ihre Rechnungen selbst bezahlen, werden aber durch die großen Schwierigkeiten, einen Job und eine Arbeitserlaubnis zu bekommen, daran gehindert. Das liegt unter anderem an den begrenzten Aufenthaltstiteln, die meist nur für kurze Dauer ausgestellt werden. Wenn einige es dennoch schaffen eine Arbeit zu finden, wird von ihnen erwartet, dass sie im Lager bleiben und horrenden Summen für wenige Quadratmeter in Gemeinschaftszimmern bezahlen.

Diese Mieten sind immer unklar und unfair, da sie von Person zu Person unterschiedlich berechnet werden und vom monatlichen Einkommen abhängen. So zahlen Leute, die gemeinsam im selben Zimmer wohnen zwischen 300 und 600 Euro. Manche Flüchtlinge, die bereits einen Aufenthaltstitel haben, zahlen bis zu 620 Euro für 6m<sup>2</sup>. In Oberhavel, Ostprignitz-Ruppin, Cottbus und Potsdam müssen manche bis zu 28 Euro pro Tag bezahlen, um nicht ihre Unterkunft und offizielle Meldeadresse zu verlieren.

Selbst wenn jemand aus dem Heim ausziehen will und dürfte, ist dies oft nicht möglich, was einerseits am Mangel an bezahlbarem Wohnraum insgesamt, andererseits an Rassismus und Diskriminierung gegenüber Flüchtlingen auf dem Wohnungsmarkt liegt. Natürlich wissen die Verantwortlichen in Behörden und Politik dies sehr genau. Da viele Verträge mit Firmen und Trägern der Lager allerdings erst in ein paar Jahren auslaufen werden, aber gleichzeitig aufgrund der europäischen Abschottungspolitik weniger Flüchtlinge hier ankommen, scheinen die Städte und Landkreise die Flüchtlinge zu benutzen, um ihre leeren Kassen zu füllen.

Das totale Ignorieren der weltweiten Kriege und Krisen seit 2011 führte dazu, dass die deutsche

Regierung nicht eingeplant hatte, dass selbstverständlich auch in Europa mehr Geflüchtete ankommen würden. 2015 wurden dann hektisch neue Lager, Container und Zelte aufgebaut, anstatt (auch) daran zu denken, bezahlbaren Wohnraum für Flüchtlinge zu bauen. An bezahlbarem Wohnraum mangelt es insgesamt und auch deutsche Staatsbürger\*innen leiden unter der angespannten Situation auf dem Wohnungsmarkt. Als Konsequenz der verfehlten Politik von 2015 lassen die Heimbetreiber und Sozialämter heute die Flüchtlinge bezahlen.

### Wir fordern ein Leben in Würde für uns alle!

Wir lehnen es ab, Spielball in eurem dreckigen Lager-Business zu sein, in dem es neben Profit darum geht, uns von der Gesellschaft zu isolieren, damit es einfach wird, uns abzuschieben, ohne dass es jemand mitbekommt.

Seit 15 Jahren zeigen wir immer wieder auf, dass die Bedingungen in den Lagern vor allem für Frauen und Kinder unerträglich sind. Deshalb unterstreichen wir unsere Forderung: **„Keine Lager für Frauen und Kinder – Alle Lager abschaffen!“**



## Impressum

### Women in Exile e.V.

Rudolf-Breitscheidstr.164

14482 Potsdam

Tel.: 0331 / 24348233

E-Mail: [info@women-in-exile.net](mailto:info@women-in-exile.net)

Web: <http://women-in-exile.net/>

### Spenden-Konto:

Women in Exile e.V.

IBAN: DE21430609671152135400

BIC: GENODEM1GLS (GLS Bank)

*Wir sind als gemeinnützig anerkannt und können Spendenquittungen ausstellen.*

Unsere Arbeit wird unterstützt von der

**Rewegungs-**  
stiftung

Anstöße für soziale Bewegungen